

dant systématiquement les prospères au secteur privé, mais plutôt de procéder équitablement.

Petro-Canada a non seulement le pouvoir de découvrir ici même les futures réserves d'énergie du pays, mais aussi de négocier avec des pays étrangers pour assurer aux Canadiens un approvisionnement constant de pétrole importé.

Les Canadiens et l'économie canadienne vont devoir compter pendant encore de nombreuses années sur des approvisionnements sûrs de pétrole au meilleur prix possible. Je suis d'avis que seule une société d'État comme Petro-Canada peut leur garantir cela. C'est pourquoi le parti libéral s'oppose absolument à cette mesure des conservateurs qui compromettra la sécurité des Canadiens sur le plan énergétique, et nous avons l'intention de le dire bien haut dans les mois qui viennent.

J'aimerais maintenant parler d'un autre domaine dans lequel l'une des rares promesses que les Tories ont réussi à tenir causera de très graves problèmes au Canada. Cela nous ramène aux toutes premières heures de M. Clark à la direction du pays: il s'agit du déménagement de l'ambassade canadienne en Israël de Tel-Aviv à Jérusalem. Cette affaire nous a fourni le premier indice de la sottise et de la maladresse du nouveau gouvernement. Les conservateurs avaient promis de déménager l'ambassade afin de se gagner des votes dans certaines régions de notre pays où ils espéraient se rendre populaires. Le fait est que le premier ministre s'est mis les pieds dans le plat avec cette idée parce qu'il n'a pas voulu tenir compte des conseils les plus autorisés, ni de la situation de conflits latents au Moyen-Orient, ni de l'état de paix précaire qui y règne.

● (1610)

Du même coup, les conservateurs ont trouvé moyen d'indisposer à la fois les Arabes et les Juifs, ce que personne n'avait encore réussi depuis qu'il existe un gouvernement au Canada. Ils ont réussi à ternir la réputation que le Canada avec les années s'était acquise d'arbitre impartial des affaires du Moyen-Orient, notamment dans son rôle de gardien de la paix; ils ont mis en danger la vie de nos représentants en poste à l'étranger en en faisant les cibles possibles de quelque attaque terroriste, et ils risquent de faire perdre aux Canadiens pour des millions de dollars d'affaires.

Dans une ultime tentative pour sauver les apparences, M. Clark a demandé à Robert Stanfield, un Canadien hautement considéré—que l'on désigne sans doute déjà du nom de «Stanfield d'Arabie»—d'intervenir pour remettre le gouvernement en meilleure posture. M. Stanfield, qui est un homme raisonnable et compétent, trouve la tâche pour le moins impossible.

Examinons la réaction de l'ensemble de la population à l'idée des conservateurs de déménager le siège de notre ambassade en Israël. J'aimerais tout d'abord lire en partie une lettre qui m'est parvenue au bureau qu'occupait naguère le leader du gouvernement. Elle est arrivée cette semaine en provenance d'une importante société internationale établie au Canada. Je veux parler de Northern Telecom.

La lettre ne porte pas de mention «personnelle et confidentielle» et je vais donc vous en citer cet extrait:

Le 5 octobre 1979

Northern Telecom Limited
255, rue Albert.
Ottawa (Ontario)

... Quant à nous, les représentants de Northern Telecom au Moyen-Orient nous informent que le Canada a fait l'objet d'attaques presque quotidiennes dans les journaux arabes au cours des derniers mois. Ils ont constaté un changement d'attitude et de façon d'agir chez les représentants de nos clients. J'ai appris que l'on a enregistré depuis plusieurs mois un ralentissement dans les négociations portant sur des marchés. S'il devait se produire une rupture totale des négociations, les répercussions se chiffraient en de nombreux millions de dollars et en plusieurs centaines d'emplois.

Cette lettre émane d'une seule compagnie. Malgré cette politique maladroite, malgré la perte de marchés portant sur des réacteurs en Argentine et celle d'autres marchés intéressants au Moyen-Orient alors que cela pourrait être évité, notre pays doit pouvoir conserver son poids moral dans le monde sans revenir pour autant sur aucun de ses principes.

Quelle est la raison de cette démarche insensée? Pourquoi nous lançons-nous dans des politiques si irréflechies que nous compromettons le gagne-pain de milliers de Canadiens tout en augmentant le nombre des sans-emploi? Je prierais les sénateurs de bien écouter les citations suivantes concernant la politique aberrante du gouvernement au Moyen-Orient.

Un porte-parole du ministère de l'Industrie et du Commerce—le propre ministère du ministre—vient de déclarer:

Le Canada risque de perdre au moins 55,000 emplois et des importations de pétrole pour une valeur de 1.6 milliard de dollars si les Arabes ripostent au déménagement d'une ambassade en boycottant tous les échanges commerciaux.

Voici ce que le ministre de la Défense nationale, l'honorable Allan McKinnon—l'éminent collègue du leader du gouvernement au cabinet—a dit le 13 juin:

Étant donné les tensions qui existent actuellement entre nous et les pays arabes, je ne crois pas que l'Iran accepte de nous vendre le moindre seau de sable, sans parler d'un prix spécial pour les F-14.

Monsieur Roger Banister, président de la société Banister Continental, a fait la déclaration suivante le quatorze du même mois:

Le déménagement de l'ambassade ressemble à un pari où l'on a tout à perdre et rien à gagner.

M. Ronald Keating, de la société Litton Industries ainsi que M. J. C. Thackery, de la société Bell ont fait des commentaires à ce sujet. Voici ce qu'a dit ce dernier:

La société Bell travaille depuis deux ans à la réalisation d'un contrat de cinq ans (1.5 milliard de dollars) mais elle a entamé de nouvelles négociations afin d'essayer de doubler ses activités dans ce pays.

Une telle initiative du gouvernement risque de nous faire perdre ce genre de contrats.

Outre les répercussions qu'elle pourrait avoir sur l'emploi au Canada, elle aurait aussi une incidence sur le taux de change de notre monnaie. Nous devons absolument exporter et vendre davantage à l'étranger. Ce n'est vraiment pas le moment de gaffer au niveau international et non seulement d'assombrir les perspectives économiques des fabricants et des sociétés canadiens, de risquer de perdre des emplois mais aussi de risquer de